



2^{ème} Edition EXPO les Villes en mouvement – vers une ville en mutation
Débat du 3 juillet 2012 – Au siège du Groupe SMABTP - Paris

VILLE EN MUTATION : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Sous la présidence et en présence de

Alain MAUGARD, Président de "l'EXPO les villes en mouvement", Président de EUROPAN France

En présence de

- **Michel DESVIGNE**, Paysagiste, Grand Prix de l'Urbanisme 2011 - LYON
- **Bertrand LEMOINE**, Directeur Général de l'Atelier International du Grand Paris
- **Nicolas MICHELIN**, Architecte-Urbaniste - MULHOUSE

Animé par

Hedwige de PENFENTENYO, Directeur Fondateur de la démarche Fimbacte

BIENVENUE

Hedwige de PENFENTENYO :

La première édition 2006 – 2010 de l'Expo des Villes en Mouvement était consacrée à la notion de ville durable et aux exigences de celle-ci. Depuis 2011 nous nous attachons aux grandes mutations de la ville, un sujet qui nous a donné l'opportunité de rencontrer en 2012 les acteurs - élus et professionnels - du développement de Toulouse, Lyon, Rennes, Mulhouse et Calais.

Notre débat d'aujourd'hui aura pour objectif d'identifier les orientations du développement urbain d'aujourd'hui et de demain à partir de trois thèmes :

- **l'innovation urbaine** : un accélérateur de mouvement (les villes-métropoles innovent pour répondre à de nouvelles fonctionnalités) ;
- **le patrimoine culturel et/ou industriel** : un facteur dynamisant (les nouveaux quartiers affirment leur identité grâce à un patrimoine existant et reconnu) ;
- **la ville à rééquilibrer** : un impératif (l'organisation spatiale et fonctionnelles entre habitat, activités, équipements et paysages).

L'INNOVATION URBAINE, UN ACCELERATEUR DE MOUVEMENT

Le quartier Vauban-Neppert à Mulhouse : la "ville sur la ville" au cœur de la cité historique

Nicolas MICHELIN

Je vais à la fois parler de l'innovation, du patrimoine et du rééquilibrage de la ville. Nous sommes en charge d'un projet intéressant à Mulhouse : **créer la ville au cœur de la ville historique**.

Mulhouse est une ville assez étalée entre ses 2 fleuves. Le quartier sur lequel nous avons travaillé était un peu en déshérence, il avait mauvaise réputation. Pourtant, il avait des qualités urbaines énormes, construites par les familles italiennes qui étaient venues s'installer au début du siècle. Nous étions 3 urbanistes sur ce projet : Taschen, Grumbach et moi-même ; et nous devions redonner une qualité urbaine à ce quartier. Nous sommes dans un secteur ordinaire : pas de barres, nous ne sommes pas en périphérie de ville ou en secteur préservé. Il nous est apparu que si on voulait donner de la valeur à ce quartier, il fallait trouver quelque chose qui lui donne une particularité. Il y avait un problème fondamental, c'était le « square des peurs ». Des dealers s'y étaient installés, des gens se faisaient agresser... Voilà la situation il y a une dizaine d'années. Ce quartier est bien desservi par le

tram avec 4 stations et une bonne infrastructure routière avec 2 voies. Le bilan présentait beaucoup d'avantages.

Il y avait des alignements remarquables, une certaine unité, une certaine valeur avec des rues étroites, bien dessinées et colorées. Il y a un certain nombre d'éléments urbains que l'on a appelé des pépites : la caserne évidemment, et puis d'autres choses moins connues comme des carrefours routiers historiques (où les carrosses s'arrêtaient à l'époque). Notre idée était de préserver les plus belles constructions, et d'enlever le reste pour créer cinq jardins, accessibles par des voies et bordés par des maisons. Cela constitue la transformation douce du projet que nous avons appelé **les villas Neppert**.

Le maire de l'époque a réalisé que les primo accédants vont en général à 30 – 40 km de Mulhouse pour avoir un terrain et y faire construire leur maison. L'idée d'avoir une maison, à prix maîtrisé, dans un quartier arboré et assez central de Mulhouse était un vrai enjeu. Mulhouse perd de la population chaque année, et le maire actuel, Jean ROTTNER, a compris que **le cœur de la ville était une préoccupation primordiale**. Cela fait 8 ans que l'on travaille sur ce projet, et c'est de plus en plus compliqué parce que les villes ont moins de moyens, il a fallu faire 35% d'économie sur le projet prévu initialement. Malgré les réticences justifiées par la réputation d'un quartier mal famé, le projet a commencé. Le premier projet a été celui de 120 logements sociaux, puis d'autres ont suivi. Des opérations de réhabilitation d'îlots et quelques équipements ont été réalisés : une ZAC, une école, un foyer de jeunes travailleurs.

Sur ce projet, j'ai voulu agrandir un jardin privé dans un domaine public, grâce à l'arbitrage de l'élu. C'est un problème récurrent, mais qui montre que l'on peut négocier des compromis en matière d'urbanisme. Il faut un élu, un aménageur et un urbaniste en constant dialogue pour pouvoir faire un urbanisme sur mesure, sinon le bâtiment basse consommation devient un bâtiment basse conception, et ça donne de nombreux bâtiments médiocres. On pourrait faire la même chose avec les éco-quartiers, or il faut vraiment qu'ils soient imbriqués dans le tissu urbain qui les entourent. **Il faut faire de l'urbanisme négocié, sur mesure**. C'est le site, son histoire, qui doit faire naître le projet et non l'inverse.

Le projet Grand Paris : vers un espace urbain aux fonctionnalités différentes

Bertrand LEMOINE

Ce débat montre que des métropoles ont précédé l'action du Grand Paris. Pour le Grand Paris les enjeux sont les suivants : comment faire la ville avec la ville ? Comment innover ? Tout ça se fait dans un souci d'équilibre, il faut une mixité sociale et urbaine. Ce Grand Paris qui fait 10 millions d'habitants est un grand bassin de vie aussi. Il représente 650 milliards d'euros, soit près d'1/3 du PIB de la France. Le patrimoine d'infrastructures et de réseaux est très important. Paris est un centre concentrant 1/3 des emplois français, de nombreux services, une forte attractivité. C'est une aire urbaine de 30 à 40 km de diamètre, avec une densité qui décroît en s'éloignant du centre.

Il y a une grande diversité de territoire dans le Grand Paris, depuis le territoire très construit et patrimonial du centre de Paris, jusqu'aux des pavillons en périphérie en passant par le quartier d'affaires de la Défense. Il y a aussi des faiblesses : un déficit en matière de logement (en quantité et qualité), un manque de transports publics (surtout dans les banlieues)...

Il faut prendre en considération le fait que ce Grand Paris regroupe les gens les plus riches et les plus pauvres de France. Sa gouvernance fragmentée nécessite aussi un rééquilibrage.

Il y a ainsi trois **grands défis pour le Grand Paris** : rééquilibrer la métropole en améliorant la cohésion sociale, anticiper la gestion de crise et notamment les changements climatiques, et enfin développer une attractivité internationale. Le rayonnement mondial du Grand Paris doit pouvoir attirer des investisseurs internationaux.

La ville a une capacité à se régénérer sur elle-même : il y a des territoires fonciers disponibles, qui peuvent se redévelopper sur eux-mêmes. Nous pouvons développer la ville sur la ville. Il s'agit donc de rendre présente, à tous les niveaux, cette innovation sur la ville.

Le cluster scientifique de Saclay : une "géographie amplifiée"

Michel DESVIGNE

En tant que paysagiste, j'ai une vision un peu différente. Je vous propose d'envisager 3 projets assez rapidement : d'abord certains aspects du cluster scientifique de Saclay ; puis une partie de la contribution à la transformation de Lille dans le cadre de la révision du SCOT pour Lille 2030; et de finir sur l'île Seguin.

A Saclay, l'innovation est implicitement contenue dans le terme de Cluster. La manière d'appréhender le sujet est singulière puisqu'on m'a donné le rôle de paysagiste mandataire au sein d'une équipe d'urbanistes. Le territoire est considérable, il s'agit de l'intensifier sachant qu'il comporte déjà 15% de la recherche scientifique.

À l'image des structures de parcs développées à l'échelle métropolitaine par Olmsted dès la fin du XIXème siècle aux Etats-Unis, j'imagine que l'on peut « amplifier » une géographie très visible en boisant les vallons qui relient le plateau et les vallées. À l'échelle géographique, coteaux et vallons forment un tout cohérent reliant les pièces de l'archipel aujourd'hui dispersées.

La deuxième idée est un **système de parcs qui sera l'ossature d'une partie du cluster**. Nous avons des quartiers d'environ 2,5 km. Dans chacun de ces quartiers, nous pensons qu'il est important d'avoir un espace public fort. Notre point de référence est l'Est de Bruxelles avec l'avenue de Tervuren : un tram avec de grands espaces publics autour desquels se sont construits les quartiers. Toute la question est : Comment avoir ces ensembles de parc avec des moyens contemporains ? Il y a des voies classées, un ensemble de paysages intermédiaires entre les campus et l'agriculture. Nous allons utiliser ces terrains pour stocker les matériaux, comme des lieux expérimentaux, améliorer les sols... on se trouve dans la situation de certaines édifications de villes nouvelles, mais avec des pratiques et des techniques qui innovent.

Nous prenons en compte tous les espaces publics déjà existants, le lien du « déjà là » est important. Une géographie amplifiée et des liens de parcs, des liens entre ce qui est là et ce qui est nouveau. Je me réjouis du fait que le paysage puisse être un médiateur, comme c'est déjà le cas à Versailles et à Boston.

Une période heureuse pour l'innovation et l'ambition urbaine ?

Alain MAUGARD

Je retiens qu'à Mulhouse ou pour le Grand Paris, nous avons le sentiment de grandes ambitions. Est-ce qu'on pourrait, en ce moment, être plus ambitieux dans les transformations de la ville, sur les innovations, qu'avant ? Je pensais que oui sans ambiguïté. Depuis un an nos yeux sont rivés sur la crise, on n'a jamais autant regardé à court terme. Et je m'interroge sur les questions de moyen/ long terme. Quand on voit ce qui s'est passé à Rio + 20, c'est la ville durable et les nouveaux modes de vie de la civilisation urbaine, qui nous permettent d'entrer dans la contrainte de l'empreinte écologique, qui sont sortis comme idée force. Transformer et faire évoluer notre mode de vie urbain est devenu une sorte d'obligation si on veut accepter d'être tous citoyens du monde. Des politiques qui commencent à intégrer cela « boostent » les ambitions de transformations de la ville.

Je suis totalement d'accord avec Nicolas MICHELIN. Je constate qu'on a parlé de sécurité sur une place, de transformation de ce quartier de cohérence des actions et de mesures qui s'enchaînaient dans le temps pour faire mouvement. Je crois que c'est le cœur du sujet. **On ne pourra faire une véritable transformation de la ville que si l'on ose innover dans la durée.** Il n'y a pas de limites à être ambitieux sur la ville.

En ce qui me concerne, je n'ai pas l'impression que les politiques vous enferment dans peu d'ambition ; et quant au Grand Paris c'est une respiration, c'est reprendre les problèmes autrement pour faire vivre une agglomération différente. Il me semble que c'est une période bénie au sens de l'innovation et de l'ambition.

...sauf quand une commande publique en cours d'exécution est réduite de 35 % !

Nicolas MICHELIN

Je ne suis pas tout à fait d'accord sur le fait que nous sommes dans une période bénie. On est dans une période assez curieuse : lorsque vous répondez à un concours pour une ville, et particulièrement

à Paris d'ailleurs, ou une région, vous avez une pile impressionnante de souhaits, de demandes, de réglementations, d'exigences... On a son projet conception / construction avec un promoteur et avec des contraintes énormes. Ces concours ne sont pas payés, le promoteur hésite à payer l'architecte qui travaille quand même pendant un mois. Le concours normal est fait dans des conditions très difficiles, donc les architectes réutilisent souvent pour d'autres projets ce qu'ils ont fait précédemment. Souvent, on met plusieurs architectes en concurrence, toujours sans les payer. Les architectes sont aujourd'hui payés à 2,5% ou 3% et le métier est particulièrement difficile. Ensuite on va voir l'urbaniste avec un projet moyen et on lui dit d'améliorer tout ça. La géographie n'est pas amplifiée mais martyrisée ; et je suis convaincu que l'on peut faire de l'urbanisme autrement.

Nous pouvons choisir de fonctionner en atelier, les urbanistes commencent à agir ainsi, on ne fait pas de concours, on n'a pas d'aménageur, ni de SEM, ni de ZAC. Nous avons un plan guide et nous demandons au promoteur ce qu'il souhaite faire. On discute sur tous les points. Une fois qu'on est d'accord sur le programme, l'équipe de l'atelier fait la faisabilité volumétrique. C'est une négociation où chacun trouve son compte : le promoteur est content de voir son avis pris en compte et nous, nos idées respectées. Et ensuite, seulement, on appelle l'architecte. On obtient une qualité incroyable avec pourtant le même argent, le même foncier, le même programme mais amplifié. On fait de la ville sur mesure, mixte et intéressante. On sort de la routine épouvantable qui est mise en place actuellement sur le territoire français (je ne parle pas du Grand Paris, puisque là c'est totalement différent) ; et on peut arriver à faire des villes autrement, et quand tous les acteurs le comprennent et l'acceptent alors on a une méthode extraordinaire. Je plaide tous les jours pour que les urbanistes et les architectes soient mieux respectés, pour que les promoteurs jouent le jeu avec nous et ne nous prennent pas pour des prestataires de service artistes mais pour des gens qui savent penser et réfléchir avec les paysagistes et les architectes, pour que l'aménageur crée une autre façon de faire la ville. C'est une ville qui est chronophage mais la qualité est très importante. Il faut une innovation dans la façon de faire la ville.

Une vision métropolitaine à long terme permet de multiplier les projets

Michel DESVIGNE

On est dans une situation peut être paradoxale où le portrait que Nicolas MICHELIN a fait de certaines pratiques, de l'abandon de secteur à certains promoteurs ou même certains partenariat public – privé qui parfois nous égarent aussi... Il y a ce pessimisme fondé mais aussi un optimisme intéressant sur les grandes idées.

En application des idées du Grand Paris, un certain nombre de villes se sentent obligées d'adopter une vision à grande échelle et à long terme. C'est le cas de pratiquement toutes les grandes villes françaises aujourd'hui. C'était une vision métropolitaine au départ, qui devient maintenant une vision territoriale. A Bordeaux, il y a eu une étude sur 50 000 logements et commence maintenant une étude sur 55 000 hectares d'agriculture autour de la ville. Il y avait jusqu'ici un très fort déficit de projets à grande échelle. A l'inverse, on connaît des régions comme la Flandre en Belgique où le territoire est entièrement couvert par les projets. Ces projets ne se réalisent pas toujours mais orientent le territoire à tout moment. Nous pouvons donc, à ce titre, se réjouir de l'effet Grand Paris. Et le plus important c'est de faire en sorte qu'il n'y ait plus une grande ville aujourd'hui qui ne soit dotée d'une vision métropolitaine, territoriale, paysagère. Elles peuvent être, au début, velléitaires ; mais c'est un changement qui est très important. Il ne faudrait pas qu'on retombe dans le paradoxe qu'introduit Nicolas qui voudrait que ceci s'accompagne du pire cynisme où on lâcherait des territoires de promoteurs sans aucun contrôle possible.

LE PATRIMOINE CULTUREL ET/OU INDUSTRIEL, UN FACTEUR DYNAMISANT

Le patrimoine a de la valeur sociale, historique

Nicolas MICHELIN

Le patrimoine n'est pas un frein. Il faudrait élargir la notion de patrimoine. Ne pas considérer le mot patrimoine que pour ce qui a de la valeur historique. Il faudrait considérer ce qui a de la valeur sociale ou historique. C'est pour ça que j'emploie le mot « patrimoine ». Un cours d'eau est aussi quelque chose qui a une valeur historique. Ce qui nous échoie le plus aujourd'hui c'est le patrimoine industriel. Plusieurs sociétés sont mortes aujourd'hui à la suite de ces grandes périodes industrielles. Je pense

au Creusot, à Saint-Etienne, à Lens. Ce sont des ouvrages qui sont souvent sans architectes, nous défendons des projets très techniques mais intelligemment construits et en état très intéressant. Là je pense à Saint Pierre des Corps et ses nêfles. On n'a pas envie de casser, on cherche un programme. Pour ce qui est du petit patrimoine industriel, du fer rouillé du Grand Paris, qu'est ce qu'on en fait ? Qu'allons-nous construire à la place ? Nous ne pourrions plus faire cette grande nêfle. En tant qu'urbaniste, on réfléchit à 50 fois avant de détruire. **On essaie de garder non pas les murs ou la charpente mais plutôt l'esprit, l'idée du projet.** C'est ce qui se passe chez les chinois. Ce qui est intéressant c'est l'idée du bâtiment construit à cet endroit là. A Bordeaux, le cas s'est présenté avec les usines Lesieur ; j'ai voulu conserver le génie du lieu, l'esprit du bâtiment. Nous allons essayer de sauver ce bâtiment, si ce n'est pas possible on va le renforcer ou construire à l'identique. Je ne crois plus à la rupture, à la violence du projet. C'est le génie du lieu qui m'intéresse dans le patrimoine plus que la valeur de la vieille pierre. **Le patrimoine n'est pas un frein mais un facteur qui pousse l'imaginaire.**

Considérer le patrimoine avec une vision large

Bertrand LEMOINE

Aujourd'hui, il est fondamental de penser les villes. **La dimension patrimoniale, c'est la signification élargie de ce qui existe, ce qui est présent,** et comment on fait la ville avec cela. Ce qui est corollaire de préserver les espaces naturels et agricoles puisque l'alternative c'est d'étendre les villes. On a besoin de loger plus de monde, on est encore dans une perspective –en tout cas pour le Grand Paris – de croissance démographique, avec à la fois un solde migratoire et une natalité positive. Nous avons environ 50 000 personnes par an de plus à loger. Ensuite, il faut loger mieux ceux qui y habitent déjà. On est dans une perspective où il faut que la ville se développe, et on cherche plutôt à ce qu'elle se développe sur elle-même, se reconstruise avec ses patrimoines – y compris naturels. Quand Michel DESVIGNE montre comment il va tirer partie des coteaux pour amplifier la géographie, c'est une vision très patrimoniale qui est aussi dynamique sur la transformation de la ville. On considère donc le patrimoine avec une vision large, extensive.

Ensuite nous avons aussi reconnu la valeur patrimoniale du patrimoine industriel, qui n'était pas reconnu comme tel il y a 30 ou 40 ans. La vision s'est élargie et apporte une idée nouvelle, pas seulement la valeur de mémoire mais aussi de ce qui existe. Aujourd'hui on est dans l'idée qu'il faut préserver la valeur patrimoniale si on peut lui trouver un usage, une façon de vivre, d'exister dans la société contemporaine ; sinon on tend vers ce qui se produit à Venise, qui est devenue une ville figée. **Il y a donc une nécessité d'innover pour être en phase avec les ambitions fortes et nouvelles qui sont les nôtres sur des villes durables.** Cette innovation doit porter à la fois sur la conception même des villes, sur la vision globale (transversale en passant constamment de la grande à la petite échelle), sur les pratiques de faire la ville qu'il faut réinterroger (des pistes nouvelles se proposent), sur les règles urbaines (on peut trouver des tas de manières de poser des règles d'intérêt public) et sur la manière d'habiter et de pratiquer la ville (de s'y déplacer, d'y habiter...). Il y a aussi ici un lien avec cette dimension patrimoniale. Les cœurs de ville et de centre-ville délaissés il y a 30 ans sont aujourd'hui très attractifs foncièrement, et ce n'est pas un hasard. Les gens y trouvent une manière d'habiter, une proximité à des services, un échange social, une mixité urbaine qu'ils recherchent. C'est peut être aussi ce type d'innovation qu'il faut chercher à promouvoir.

Et le patrimoine végétal...

Michel DESVIGNE

Je vous propose d'en parler à partir d'un exemple. Le premier exemple est le développement de EURALENS. Vous avez du lire ce week-end que le bassin minier a été classé au patrimoine de l'UNESCO. Ce n'était pas le cas quand on a commencé l'étude mais les cités minières étaient déjà classées. Alors, de quoi s'agit-il ? Le Louvre a une annexe qui va ouvrir à Lens, et l'ambition de cette annexe est d'être l'un des ferments du redéploiement d'une région touchée par la crise et classée dans les 10 villes les plus pauvres de France.

Comment profiter de l'arrivée du Louvre pour contribuer au redéploiement de ce territoire en jouant avec le patrimoine ?

Pour cette aventure, je suis paysagiste mandataire d'une équipe, en partenariat notamment avec Christian de PORTZAMPARC, urbaniste, qui joue un rôle très important. Le paysage est un préalable indispensable. Ces grands bassins miniers étaient concédés à des compagnies qui exploitaient le matériau. Il s'agissait de juxtaposition de villes qui avaient leur autonomie et des vides entre elles. La

tentation de beaucoup d'urbanistes est de remplir les vides. Nous, nous les considérons comme très importants.

Il existait entre les exploitations minières des « cavaliers » (dignes où circulent les matériaux), qui ont une importante végétation car ils ont été délaissés pendant 2 générations. Cette végétation était vécue comme le signe de l'abandon. Au contraire, nous voulons les utiliser et en faire un mode de recomposition, un mode de redéploiement urbanistique de ce territoire minier. Il y a, à la fois, une réflexion à grande échelle et à petite échelle. Elles permettent même d'avoir des visions larges et de les mettre à l'épreuve, de les expérimenter sur des missions de maîtrise d'œuvre très précises, par exemple ici les chemins d'accès au Louvre.

Avec Christian de PORTZAMPARC nous réfléchissons à un vaste territoire, et réalisons, en quelques mois, 25 millions de travaux de chemins d'accès au Louvre. On recherche pour ces villes une centralité qui prend la forme d'un ensemble d'équipements liés à la disposition du paysage. La proposition de Christian de PORTZAMPARC est de fédérer l'ensemble des projets urbanistiques connus autour de ce mode de remaniement parcellaire, d'une vision paysagère (du végétal et de l'eau). En cela il y a une curieuse gestion du patrimoine, un jeu avec le vide. On plante 5 000 arbres sur plusieurs kilomètres, c'est un chantier qui vient de débiter et qui sera livré à la fin de l'année.

Exercice similaire à Burgos, en Espagne, avec Herzog et de Meuron. Il existait un important faisceau de voies ferrées et des gares de triages en plein centre ville. Ce réseau a été abandonné pour une ligne à grande vitesse. Il nous a été demandé était de créer un boulevard urbain et d'en faire un élément de géographie en sortant du stéréotype habituel. La population découvre un nouveau territoire autour duquel vont s'inscrire tous les projets. Nous jouons avec d'anciennes structures ferroviaires qui sont réaménagées : l'arrière d'une gare transformé en jardin public, une fontaine transformée en bassin, un espace public crée sur l'ancien emplacement des voies ferrées... La recomposition du paysage est assez touchante.

Il faut s'adapter à la culture du lieu, du territoire

Alain MAUGARD

A partir du moment où on fait l'hypothèse de mutations fortes, la réaction a été de faire des nouvelles villes. On voulait presque raser nos villes pour en reconstruire de plus performantes sur le plan de l'empreinte écologique. Pour les pays qui sont en forte croissance urbaine, c'est compréhensible. Cependant, pour la France, l'Europe et les USA, ce n'est pas la même situation ; Que pouvons-nous faire avec le patrimoine déjà bâti de nos villes ?

Une grande partie de nos villes se prête à une transformation plus écologique dès lors qu'elles ont été construites avant la Seconde Guerre Mondiale. Pour celles construites après, à l'ère de l'automobile, le problème est plus complexe. Je crois qu'à partir du moment où l'on a balayé l'idée de tout détruire et reconstruire, on a évité un piège énorme qui consistait à standardiser le mode de vie urbain qui nous permettrait de vivre dans la civilisation qui consomme peu.

Le fait de retravailler individuellement les villes nous protège de l'uniformisation de la réponse. Il faut s'adapter à la culture du lieu et du territoire. Repartir de ce qui existe déjà, **mettre en avant le patrimoine, ce n'est pas freiner le mouvement de transformation.**

Bertrand LEMOINE

Avec le classement au patrimoine de l'UNESCO des bassins miniers du Nord Pas de Calais, on n'a pas classé des bâtiments mais un ensemble qui est à la fois des installations industrielles, des habitats, des services... un ensemble de choses qui ont été portées par une région comme significative de son identité. Le passé douloureux de la région a été repris à son compte par la collectivité et les élus pour en faire quelque chose de nouveau et de positif. C'est un très bel exemple de levier, et c'est pour ça que nous sommes très heureux de la reconnaissance de l'effort d'une région qui réinvestit son avenir à partir de son passé. Cela va conduire à un aménagement paysager et urbain, et à un développement économique. C'est une belle leçon pour prendre en main son propre avenir.

QUESTIONS/REPONSES

Qu'en est-il de la politique d'aménagement du territoire ? On parle beaucoup de reconstruction des anciennes villes mais pas de l'aménagement des nouveaux territoires.

Nicolas MICHELIN

Je pense que c'est un peu le même débat. Je ne vois pas de contradiction entre parler des villes et du grand territoire. Ce grand territoire on le pense aussi comme un archipel de structures reliées les unes aux autres. Ce développement territorial, il faut le penser dans tous ses aspects, et les territoires délaissés en font partie. Il y a différentes échelles de pensées qui s'emboîtent les unes dans les autres.

Michel DESVIGNE

Ces dernières années montrent une attention à la grande échelle qu'on n'a jamais connue. On doit se rendre compte à quel point aujourd'hui toutes les métropoles sont en train d'avoir une réflexion à très grande échelle. Je me réjouis du fait que le Grand Paris ait entraîné un mouvement d'amélioration et de réflexion des grandes villes à l'échelle nationale. Il y a aujourd'hui 350 projets d'éco-cités et d'éco-quartiers, dans les centres villes et des grands quartiers. Cette politique est remarquable et on doit s'en réjouir. On recompose des villes avec la construction de grands réseaux. Les autoroutes ont beaucoup évolué. Dans les années 80, je me souviens de Christian LEYRIT qui se réjouissait du fait qu'aucun point du territoire ne serait distant de plus de 50 km d'une autoroute. Nous n'en sommes plus là. Je partage le manque et je me désole de savoir que 40% des nouveaux logements seront des logements diffus et à plus de 800 mètres des commerces, des écoles... Mais la commande publique devrait être de nature à nous rassurer, il y a 10 ans nous n'avions pas ce genre de commandes.

Les villes nouvelles ont été construites à moitié de leur capacité, il est tout à fait possible qu'on réinvestisse dedans et c'est un fort potentiel de développement.

Nicolas MICHELIN

Je vais juste citer un chiffre sur Marne La Vallée : c'est 3 fois le territoire de Paris et c'est 75 000 logements au total. L'objectif du Grand Paris est de construire chaque année 70 000 nouveaux logements, ce qui correspond à construire chaque année l'équivalent des logements de Marne la Vallée. Cela montre à la fois l'enjeu complexe et la réflexion nouvelle qu'il faut avoir à propos de ces villes nouvelles qui ont été construites assez loin des centres urbains et qu'il faut peut être rééquilibrer aussi.

LA VILLE A REEQUILIBRER : UN IMPERATIF

Michel DESVIGNE

Lyon Confluence est un quartier de 50 hectares sur lequel il y a, pour partie, des quartiers qui préexistent. La première tranche a été finie par François GRETHER, je vais donc vous parler de la 2^{ème} tranche que l'on conçoit actuellement avec les architectes HERZOG et de MEURON.

Derrière la grande gare de Perrache, ce terrain était dédié à des activités plutôt industrielles. Depuis 12 ans ce projet a évolué. Il s'agira aujourd'hui d'un quartier d'habitations, d'équipements, d'activités et d'espaces publics assez considérables. Sur ces 50 hectares, se posait la question de l'espace public. Quelle proportion donne-t-on aux espaces publics en centre ville ?

Raymond BARRE voulait surtout du logement et éviter que les jeunes ménages aillent acheter en dehors de la ville. Un très grand parc d'une trentaine d'hectares avec un quartier dense d'habitations avait ensuite été imaginé. Finalement avec la lenteur des mutations, nous n'avons pas pu faire ce parc. Avec François GRETHER, nous avons imaginé un paysage construit progressivement dans un tissu d'espaces publics rendant possible la vie à tout instant. Les centres villes apparaissent souvent comme un collage d'un tout qui n'existe jamais. On demande à des urbanistes d'envisager un tout dont on va construire seulement une première tranche, puis un autre et ainsi de suite. Cela veut dire que ces tous sont mal conçus et ces plans là sont inutiles.

Alain MAUGARD

Ce que dit Michel DESVIGNE, c'est exactement la réponse donnée dans le projet EUROPAN. On a eu des urbanistes qui ont refusé de dessiner ce tout car ils ne connaissaient pas la suite. En revanche, ils proposaient des choses « en attente de » qui pouvaient améliorer la situation immédiatement. Le prochain EUROPAN sera sur le thème de l'adaptabilité : Comment proposer un projet maintenant qui me permettra un cheminement par la suite vers les transformations que je ne connais pas à l'avance ? Nous sommes bien dans la mutation, nous faisons des choses qui me permettront de m'adapter et de favoriser les mutations.

Trouver l'équilibre entre espace privé et public

Michel DESVIGNE

Le quartier du marché à Lyon Confluence comprend un ensemble mixte d'équipements, de bureaux et de logements. Tout s'inscrit dans la trame orthogonale préexistante et les îlots ont des espaces traversant. HERZOG et de MEURON ont choisi de garder 30% environ de l'existant, dispersés dans chaque îlot. Plusieurs bâtiments de l'entrée du marché gare sont également conservés. Le dessin des îlots consiste à conserver une certaine continuité tout en donnant une exposition favorable à chaque bâtiment.

Notre souhait est d'avoir un traitement quasi identique, avec une structure arborée assez abondante qui couvre le quartier. Ces cours sont des cours-jardins qui présentent de nombreux usages. Elles sont, pour la plupart d'entre elles, traversées publiquement. Donc tout un ensemble d'espaces publics, qui évoque fortement les cités-jardins de Tony GARNIER d'une manière actuelle. Il y aura à l'intérieur de ces cours des activités, parfois dans les éléments conservés du patrimoine du marché gare. Il y a donc une grande homogénéité entre le traitement intérieur et extérieur de cet espace public et privé. C'est une forme d'équilibre.

Sur le quartier du champ on a voulu reproduire ce qui existe au Vésinet : de grands lotissements qui donnent l'illusion d'un grand espace public alors que la partie qui lui est accordée est minime. Nous avons proposé un parcellaire et des parties publiques qui sont des interstices entre ces parcelles. Il y a beaucoup d'arbres avec un traitement paysager homogène entre les parties privées et publiques.

A Hambourg, il y a également des quartiers qui donnent l'illusion d'un parc général alors que le traitement de l'équilibre public/ privé est très maîtrisé.

Grand Paris : le rééquilibrage à différents niveaux

Bertrand LEMOINE

Pour le Grand Paris durable, nous travaillons sur 10 thèmes :

Pour le Grand Paris durable, nous travaillons sur 10 thèmes :

1. Des ceintures vertes préservées

D'abord, l'idée de **ceintures vertes qui doivent être préservées**, c'est encore au delà des espaces verts. C'est une manière de préserver la présence de la nature dans la ville et de redéfinir ce qu'est l'agriculture, le nouvel équilibre entre une agriculture extensive céréalière et une agriculture de proximité directement liée aux besoins de consommation des villes.

2. La Seine, bien commun du Grand Paris

Ensuite, la deuxième idée, est de **trouver un équilibre entre l'usage de la Seine comme fil conducteur paysager** et en même temps **une manière de pouvoir transporter les marchandises** entre les différents ports de Paris, du Havre et de Rouen.

3. Une offre de transports publics renforcée

Nous pensons également qu'il faut **rééquilibrer l'offre de transports publics**, la renforcer par un nouveau réseau de transports et une nouvelle façon de penser le réseau existant. Il y a pour le Grand Paris un projet de 3 nouvelles lignes, qui doivent être intégrées dans une nouvelle géographie de transports publics.

4. La route et le transport routier repensé

La route fait partie de ces équilibres à trouver. Nous n'allons pas faire beaucoup de nouvelles routes dans et autour de Paris, mais elles peuvent être renforcées dans leurs usages. Notamment, nous pouvons faire passer les transports publics et amener de nouvelles formes d'utilisations de la voiture.

Il faut penser à l'interconnexion des modes de transports.

5. De nouveaux centres urbains

Il y a une idée de proximité aussi, liée à cette **idée de rééquilibrage des pôles** : on doit pouvoir habiter dans un coin de la métropole sans avoir besoin d'aller à l'autre bout pour pouvoir trouver un emploi, des activités...

6. Des quartiers mieux intégrés

Il faut intégrer les quartiers dits défavorisés à la métropole. Il faut aller vers des politiques d'intégration sociale, d'intégration économique, d'intégration par l'emploi.

7. De grands projets emblématiques

Ces grands projets, il en faut. Ils montrent de manière emblématique cette dynamique de transformation du Grand Paris, **ils confirment le statut de ville-monde du Grand Paris**, c'est une manière d'augmenter et de renforcer l'attractivité de ces centres urbains. Il y a **beaucoup de projets de bâtiments dans le Grand Paris qui vont définir un rééquilibrage géographique de la métropole**. Ces projets sont programmés ou en cours de chantier pour certains.

8. Une métropole de la connaissance

Cette idée de rééquilibrage passe aussi par des activités économiques basées **sur le développement de la connaissance**. Cela peut se focaliser autour de grands pôles d'excellences, ce qui est déjà le cas à Saclay notamment.

9. Une beauté métropolitaine

Il faut poursuivre l'embellissement de Paris, son rayonnement est aussi fondé sur sa beauté. L'enjeu est que l'ensemble du Grand Paris puisse bénéficier des 40 millions de visiteurs annuels.

10. Une gouvernance adaptée

Enfin, notre dernière idée est que l'équilibre des grands territoires doit aussi s'appuyer sur **une gouvernance plus efficace, une gouvernance métropolitaine**. 200 collectivités se sont regroupées autour du syndicat Paris Métropole et commencent à tisser d'autres modes de gouvernance plus équilibrés dans un contexte compliqué vu le grand nombre d'acteurs concernés. L'enjeu est de faire fonctionner et vivre ensemble ces 650 projets qui doivent donner à long terme un projet métropolitain partagé aux niveaux des communes concernées, des élus et des habitants.

Rendre la ville autonome

Alain MAUGARD

Nous pouvons parler d'équilibres sociaux, de la mixité dans des programmes à l'échelle de quartiers... mais je voudrais prendre une autre clé d'entrée qui paraît préoccupante. Tout le **développement urbain du dernier siècle a rendu la ville dépendante de réseaux de nourriture**. La plus forte est sûrement la dépendance énergétique, celle vis-à-vis des questions de l'eau et aussi la dépendance alimentaire. Auparavant, les villes étaient autonomes, il y avait des industries et de l'artisanat au contact de l'habitat. Nous sommes passés de ce type de villes à des villes totalement dépendantes de réseaux. **Quand on parle de rééquilibrage, c'est aussi d'un point de vue autonomie et autosuffisance des villes**. Cela me paraît être un phénomène très fort, qui pourrait devenir un projet de société : quelles seraient les reconquêtes concernant l'énergie, l'eau, certains matériaux non renouvelables, une certaine autonomie alimentaire ?

Quand on regarde ce projet de rééquilibrage, c'est finalement un projet de changement de société totale. Il n'y a rien, en ce moment, qui arrête la mondialisation et si nous ne sommes pas capables de rebâtir une société qui repart du territoire local, on ne pourra pas remettre la mondialisation à sa place là où elle est strictement nécessaire. **Il faut rendre la société moins dépendante de la mondialisation.**

Nous sommes au début du développement des bâtiments à énergie positive avec les énergies renouvelables dans les maisons, les quartiers ou les villes. Il faut que la société reprenne conscience de l'importance de partager des choses ensemble localement.

Les Suisses et les Allemands ont été les premiers à imaginer les bâtiments à énergie positive. Des cantons Suisses ont voté sur la société à 2000 watts. Comment va-t-on s'organiser pour ne dépenser que 2000 watts ? Si on veut l'appliquer à la société urbaine, il faut se poser la question de l'énergie qu'on utilise pour aller chez les commerçants, pour acheminer les marchandises, pour se déplacer au travail, pour se nourrir, pour les séjours touristiques...

Les métropoles changent de métabolisme, il y a une dynamique, un phénomène d'amplification. Nous pouvons avoir des ambitions sur la ville sans limites. Chaque fois que l'on s'est demandé si on pouvait, on a pu. Finalement il n'y a pas d'obstacles dirimants à cette transformation de la ville.